

Marches des 25, 26 et 28 avril « Seuls les nouveaux itinéraires doivent être utilisés »

Le gouvernement à travers le ministère de l'Administration territoriale a dans un courrier, le 23 avril dernier, rappeler aux responsables de la coalition des 14 partis de l'opposition qu'il est hors de question que des marches s'organisent cette semaine sur les anciens itinéraires... **PAGE 3**



ECONOMIE



Marché financier de l'UMOA

Le Togo réussit avec brio son appel de fonds

Un mois après les différentes sorties du Trésor public togolais sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa), l'Etat togolais a marqué, en fin de semaine dernière, son retour pour une émission de titres comptant pour ce trimestre...

PAGE 5

ENVIRONNEMENT



Journée mondiale de la Terre

L'édition 2018 consacrée à la lutte contre la pollution plastique

La communauté internationale a célébré dimanche 22 avril dernier, la journée mondiale de la Terre nourricière. « La lutte contre la pollution plastique »,...

PAGE 10

Direction des transports routiers et ferroviaires

Coût des prestations liées à l'immatriculation des véhicules de quatre roues et plus

PAGE 7



Contractualisation du CHU Sylvanus Olympio

Faure Gnassingbé donne le la aujourd'hui

Le projet de contractualisation des hôpitaux publics, un processus incontournable qui compte intégrer aux structures sanitaires étatiques, un modèle de gestion hybride entre le secteur privé et l'Etat, est un processus incontournable à l'efficacité desdits établissements. Dans le cadre de la commémoration du 58^{ème} anniversaire de l'accession de notre pays à souveraineté internationale, le chef de l'Etat procède ce mardi 24 avril, au lancement officiel de la contractualisation du CHU Sylvanus Olympio.

PAGE 3

EDITO

Macron, non plus, n'a pas la baguette magique

Nana Akufo-Addo, l'un des facilitateurs de la crise togolaise, à l'ouverture du dialogue inter-togolais le 19 février dernier, avait eu la sagesse de prévenir les Togolais qu'il n'avait pas la baguette magique de la résolution de la crise. Il ajoutait que la solution pour le développement de leur pays devrait venir des Togolais. Malheureusement, bien de leaders de l'opposition et par ricochet leurs sympathisants, ont la foi que la solution miracle à la crise qui secoue leur pays, se trouverait entre les mains divines d'un Chef d'Etat, d'un facilitateur ou autres. Dans leurs chimères, s'ils ne prêtent pas des intentions guerrières...

PAGE 3

Errements syndicaux

Mésentente entre la Cset et une partie de sa base

Quelques heures après la signature du protocole d'accord entre le gouvernement et les syndicats du secteur de l'éducation, les membres de la Coordination des syndicats de l'éducation du Togo...

PAGE 11





SOMMAIRE

Côte d'Ivoire
12^e demande de liberté
provisoire de Gbagbo rejetée



P 4

La statistique au service du développement
Un séminaire sous régional
réunit 23 pays à Lomé



P 5

Fesnad 2018 / Phase Lomé-Commune
Les groupes folkloriques
Kinka et Novikpokpo retenus



P 9

Océans
Les plastiques en
concurrence avec les
poissons



P 10

Braquage à Dapaong
3 commerçants tués par balle



P 11

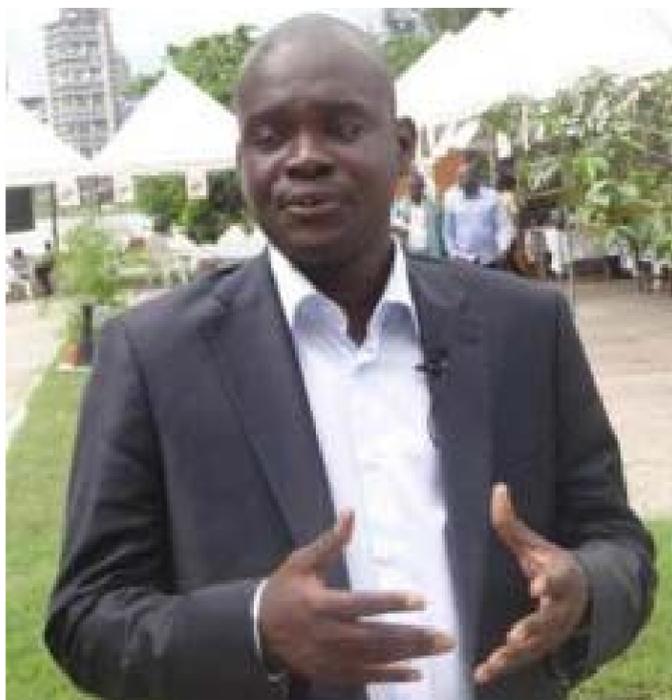
Jeunesse et ODD

Ouagadougou accueille en mai prochain le sommet des jeunes leaders des Nations Unies

Le Réseau des organisations des jeunes leaders africains des Nations unies pour les Objectifs du développement durable (ROJALNU-ODD), zone Afrique organise en collaboration avec le réseau Afriyan et l'appui du gouvernement du Burkina-Faso et des partenaires, le 6^e Sommet panafricain des jeunes leaders des Nations unies, du 21 au 25 mai 2018 à Ouagadougou.

La jeunesse constitue plus de la moitié de la population africaine. Appelés à être les futurs dirigeants, les jeunes doivent être les portes flambeaux du développement. Il est donc important de garantir leur accès aux services sociaux de base, leurs droits à des soins de santé de qualité, à une éducation ou à une formation appropriée

afin de répondre de façon concrète aux défis liés à l'emploi et à leur autonomisation. Par ailleurs, il est impérieux que la jeunesse joue sa partition dans la résolution des problèmes auxquels elle est confrontée non pas seulement en tant qu'observateur, bénéficiaire ou plaignant mais en tant qu'acteur et force de proposition. En ce sens,



Dakiri Sawadogo, Le Président du ROJALNU-ODD

elle doit développer une participation responsable et citoyenne. Ce sont les raisons qui militent en faveur de ce sommet du

ROJALNU-ODD.

Ce grand rendez-vous est placé sous le très Haut patronage de son Excellence Monsieur Roch Marc Christian Kabore, Président du Faso, Président du Conseil national de lutte contre le Sida et les IST (CNLS-IST) et des Excellences Messieurs les Présidents du Rwanda (Président en exercice de l'Union africaine), de la République démocratique du Gabon, de la République du Niger et de la République du Togo, invités d'honneur à ce sommet.

Edem Dadzie

Tandjouaré / CDV et CDB

Renforcement de capacités des leaders

Quarante-cinq leaders des Comités Villageois de Développement (CVD) et de Comités de Développement à la Base (CDB) de 10 cantons de la préfecture de Tandjouaré, ont pris part les 18 et 19 avril 2018 à Tandjouaré à un atelier de renforcement de capacités sur la stratégie de mobilisation des ressources locales et externe.

L'atelier a eu pour objectif de renforcer les compétences des participants sur la stratégie de mobilisation des ressources locales et externes, la gestion des activités génératrices de revenus (AGR) et la gestion de l'épargne et de crédit. Il s'inscrit dans le cadre du renforcement de capacités institutionnelles et opérationnelles des groupements, des fédérations ou des unions dans la mise en œuvre du Programme de Soutiens aux Activités économiques des Groupements (PSAEG).

Tandjouaré

Infos sur le paiement de l'IRTR via T-money

Une délégation de trois responsables de la commission éducation du contribuable à l'Office Togolaise des Recettes (OTR) conduite par Mme Issa Falilatou a sensibilisé le 19 avril 2018 à Tandjouaré, les transporteurs routiers de la préfecture de Tandjouaré sur le paiement de l'Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR) par T-money.

La sensibilisation vise à faciliter le paiement de la taxe des transporteurs routiers par une méthode simple celle de transférer l'argent par le canal T-money très rapidement où que la personne se trouve et ne pouvant plus joindre l'agence OTR de la localité.

La rencontre a été présidée par le président de la délégation spéciale de la ville de Tandjouaré, Lamboni Kouami N'Pak N'Dame, accompagné de la délégation de l'ORT et en présence des différents groupes de transporteurs routiers notamment les conducteurs de taxi-motos, des tricycles et des chauffeurs.

Sokodé

Identifications des potentialités régionales

Une délégation du ministère de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire s'est rendue le 18 avril 2018 à Sokodé. La délégation a rencontré les membres du comité régional du développement et de l'aménagement du territoire pour l'identification des potentialités régionales et locales à mettre en valeur. La finalité de ces travaux est de valoriser les potentialités de la région Centrale pour mieux orienter la formulation des projets futurs pour la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) de 2018-2022.

Pour le directeur de l'Information et de la Cartographie, Akakpo Fofu, l'initiative entreprise a pour but de mener des échanges avec l'ensemble des acteurs de la région Centrale sur le développement des aptitudes et des attitudes devant permettre d'identifier les potentialités locales.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Alexandre Wémima

Edem Dadzie
Essoyodou Awih

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirages : (2000 exemplaires)

EDITO

...au président nigérian Muhammadu Buhari, qui serait sur le point de venir déloger son homologue togolais ; ils n'hésitent pas à s'adresser par tous les moyens possibles à d'autres Chefs d'Etat, ou responsables d'organisations d'intégration régionale, aux sénateurs, aux parlementaires, etc.

Ainsi, un groupe de Togolais vivant aux Etats-Unis, a cru bon et approprié de saisir l'occasion de la visite actuelle du président français Emmanuel Macron

dans ce pays, pour l'interpeller afin de lui demander d'intervenir dans la résolution de la crise sociopolitique togolaise. A en croire, nos confrères du site « Togo Breaking News », dans sa réponse, le Chef de l'Etat français a indiqué que c'est l'Union Africaine qui est à la manette de la résolution de la crise. Et ce dernier d'insister que c'est cette organisation continentale qui travaille d'arrache-pied à une résolution de la crise, face aux doutes de son interlocuteur...

Huit mois après le début de crise, le front politique mené par la Coalition des

14 n'a réussi ni à bloquer le fonctionnement du pays, ni à mobiliser effroyablement l'immense majorité des Togolais, ni à faire partir par la rue Faure Gnassingbé... En un mot l'apocalypse annoncée n'a pas lieu. L'échec même des récents appels à manifestations contre le gouvernement, montre que l'avant-projet de loi introduit par le gouvernement en vue d'opérer des Réformes tant voulues par tous les Togolais est en bonne voie, et cela en respect des prescriptions issues des dernières assises de la Cedeao à Lomé, conclusions

qui ont particulièrement insisté sur le respect des délais légaux et constitutionnels. De même que Macron l'avait souligné à Abidjan, il y a quelques mois, au cours du 5^e sommet Europe-Afrique et s'exprimant pour la première fois au sujet de la crise. En étant favorable aux réformes devant permettre des processus électoraux libres et démocratiques.

La C14 persiste à manifester en violation pure et simple du Règlement intérieur que les parties prenantes au dialogue ont édicté. Alors que le dialogue - bien qu'évoluant à pas feutrés

et très lents - reste en cours, ce contre-projet émanant de la C14 avec des marches devient le reflet du miroir trompeur dans lequel se mirent ces leaders. Ces convictions entêtées de cette frange de l'opposition sont inacceptables.

Pour sauver le dialogue, mieux vaut une négociation qu'une pression ou une tension stérile. Et la meilleure négociation serait celle engagée par les Togolais entre-eux-mêmes. Sans cela, même Macron, ne pourrait être utile aux Togolais.

Dieudonné Korolakina

Contractualisation du CHU Sylvanus Olympio Faure Gnassingbé donne le la aujourd'hui

Le projet de contractualisation des hôpitaux publics, un processus incontournable qui compte intégrer aux structures sanitaires étatiques, un modèle de gestion hybride entre le secteur privé et l'Etat, est un processus incontournable à l'efficacité desdits établissements. Dans le cadre de la commémoration du 58^e anniversaire de l'accession de notre pays à souveraineté internationale, le chef de l'Etat procède ce mardi 24 avril, au lancement officiel de la contractualisation du CHU Sylvanus Olympio.

Il l'a annoncé dans son adresse à la nation le 3 janvier dernier ! Quelques mois plus tard, Faure Gnassingbé procédera ce jour au lancement du projet de contractualisation des établissements sanitaires publics. La cérémonie se déroulera cette matinée au CHU SO et fait suite à la visite, en décembre dernier du président de la République au CHR Atakpamé.

Pour le gouvernement togolais, il s'agit, à travers

l'opérationnalisation de ce projet, d'intégrer aux administrations des centres de santé du Togo, un modèle dont la gestion sera confiée à un cabinet d'expertise avérée dans ce domaine. Depuis plus de deux ans maintenant, le ministre de la Santé Moustafa Mijiyawa et l'ensemble de son département ont effectué une tournée nationale de sensibilisation à travers tout le territoire national. Cette campagne débouchera sur la phase expérimentale du projet

de contractualisation qui sera mise aux centres sanitaires pilotes notamment le Centre hospitalier préfectoral de Blitta et le Centre hospitalier régional d'Atakpamé.

Au sein des deux structures pilotes, l'expérience a été triomphale. A en croire, en effet les chiffres rendus publics en fin d'année dernière par le ministère en charge de la Santé et de la Protection sociale, le CHR d'Atakpamé a



enregistré, en seulement douze mois d'exploitation par le secteur privé, un profit de l'ordre d'une trentaine de millions de francs CFA. Même si la gestion de ces hôpitaux est confiée à des acteurs du privé, l'Etat « gardera la main sur toutes charges financières et les investissements nécessaires dans le secteur de la santé », apprend-on d'une source gouvernementale. Ces chiffres encourageants, ont ainsi précipité l'action du chef

de l'Etat en faveur du secteur de la santé. Il y a seulement un mois et demi, à l'occasion de son déplacement sur New Dehli en Inde, Faure Gnassingbé a rencontré une entreprise indienne spécialisée dans la logistique en vue de la construction d'un hôpital de référence dans notre pays. Le processus de contractualisation dont l'extension sera effective ce mardi, entre ainsi dans le cadre du mandat social du chef de l'Etat.

Awih Essoyodou

Marches des 25, 26 et 28 avril

« Seuls les nouveaux itinéraires doivent être utilisés »

Le gouvernement à travers le ministère de l'Administration territoriale a dans un courrier, le 23 avril dernier, rappeler aux responsables de la coalition des 14 partis de l'opposition qu'il est hors de question que des marches s'organisent cette semaine sur les anciens itinéraires empruntés depuis plus de 7 mois par les marcheurs. Cette lettre du gouvernement fait suite aux sorties des responsables de la C14 qui annoncent que leurs marches se tiendront sur les anciens itinéraires.

La coordinatrice de la coalition, Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson ne veut rien entendre du tout. Pour elle, les anciens itinéraires sont issus d'une entente, et le gouvernement n'a aucun droit de les modifier de façon unilatérale. « Nous maintenons nos manifestations

avec les anciens itinéraires », affirme-t-elle. Mme Adjamagbo trouve qu'il est normal de bouleverser le déroulement des activités dans le pays. « A quoi serviraient des manifestations, si elles ne gênent pas un tout petit peu le déroulement de la vie socio-économique ? »,

s'interroge-t-elle. Dans une semaine le Togo célèbre le 58^e anniversaire de son indépendance, période au cours de laquelle on s'attend à ce que tous les acteurs politique puissent enterrer la hache de guerre ne serait-ce que pour quelques jours, le temps que les Togolais

communient ensemble. Mais la coalition n'est pas du tout dans cette logique.

Elle décide de programmer des manifestations et refuse de se conformer aux recommandations du gouvernement en matière d'itinéraires, ce sont des jours sombres qu'on nous prépare de nouveau.

Quelles que soient les raisons pour lesquelles la coalition programme des manifestations

surtout en ce moment précis, après les affrontements d'il y a deux semaines, on est en droit de se demander si les leaders de ce regroupement sont soucieux du bien-être des Togolais en général et surtout de leurs militants.

Le vivre ensemble, le patriotisme, la recherche de l'apaisement, l'intérêt commun les habitent-ils ? À chaque Togolais d'en juger.

Edem Dadzie

RDC

Des jeunes proches du pouvoir réclament une révision constitutionnelle

Réputé proche du pouvoir en place, le Groupe d'Action des Jeunes Nationalistes vient de lancer une campagne hier lundi 23 avril 2018 pour récolter 100 000 signatures nécessaires pour opérer un référendum constitutionnel autorisant les binationaux à se porter candidats à l'élection présidentielle de décembre 2018. Une revendication qui permettra à l'opposant Moïse Katumbi d'être candidat à la prochaine élection présidentielle.



Une affiche pour un référendum en RDC

Cette revendication, si elle est du moins légitime au vu du droit d'accès équitable qu'elle offre aux binationaux de déposer leur candidature à la présidentielle en RDC, porte tout de même à confusion dans la mesure où elle émane d'un regroupement de jeunes proches de la majorité présidentielle.

Plus précisément, cette revendication de ce groupe reprend en substance, un tweet assez laconique du directeur adjoint du cabinet de Joseph Kabila publié de début mars. « Une Constitution, ce n'est certes pas la seule condition, peut et doit aider le pays à progresser, la nôtre nous fragilise. Il faut la changer et le plus vite possible, il n'y a pas de raison démocratique d'attendre. Courage citoyen. » avait-il tweeté.

Le Groupe d'Action des Jeunes nationalistes (GAPN) compte ainsi recueillir au niveau des régions de la RDC, et ce, avant les élections générales de décembre 2018, les 100 000 signatures pour amorcer un processus de référendum constitutionnel.

Si ce référendum venait à être acté, la nouvelle Constitution autoriserait donc Moïse Katumbi à déposer sa candidature à la prochaine présidentielle prévue pour le mois de décembre 2018. Mais, elle l'enfermerait, selon certains analystes, dans un piège. Pour d'autres, il s'agit d'une autre manœuvre du pouvoir de maintenir le président Kabila au pouvoir puisqu'avec ce référendum, le calendrier électoral serait bousculé.

Pour l'heure, la majorité au pouvoir semble ne pas être impliquée par ce regroupement et affirme ne même pas comprendre l'intérêt de cette revendication qu'ils jugent être « un non-sens ».

Alexandre Wémima

Côte d'Ivoire

12^e demande de liberté provisoire de Gbagbo rejetée

Incarcé à la prison de Scheveningen, aux Pays-Bas depuis plus de 5 ans, l'ancien président de la Côte d'Ivoire a essuyé un 12^e refus de liberté provisoire pour raison de santé. La décision a été prise par la chambre de première instance de la Cour pénale internationale (CPI) le vendredi 20 avril 2018 dernier.

Ce énième refus de la liberté provisoire à M. Gbagbo fait suite à une requête de sa défense qui soutient que « pendant ces années de détention, son état de santé ne s'est pas amélioré et deux années d'audience ont affecté sa fatigue et sa faiblesse...s'il n'est pas libéré, M. Gbagbo peut mourir d'autant plus qu'il ne peut être adéquatement traité pendant sa détention ».

Mais cet argument a été balayé du revers de la main par la Chambre de première instance. Elle estime, en effet que « conformément au rapport médical mis à jour, la chambre est convaincue que la santé de M. Gbagbo est stable et qu'il reçoit un traitement optimal pour son état de santé actuel et son âge ». Poursuivis pour quatre chefs de crimes contre



Laurent Gbagbo

l'humanité commis pendant la crise postélectorale ivoirienne de décembre 2010 à avril 2011 qui a fait officiellement trois mille morts, Laurent K. Gbagbo et son ancien ministre de la jeunesse Charles Blé Goudé sont détenus à la CPI respectivement depuis novembre 2011 et mars 2014. Le procès conjoint des deux hommes s'est ouvert le 28 janvier 2016. La présentation des preuves

du procureur à l'encontre de M. Gbagbo et son ex-ministre, a duré presque deux ans et s'est achevée le 19 janvier dernier.

Plusieurs tentatives de liberté provisoire de l'ancien Chef de l'Etat ivoirien ont échoué, malgré l'imbricatio juridique qui tourne autour de ce procès où les preuves sont difficiles à réunir pour le parquet.

Alexandre Wémima

Sommet Cedeao et Ceeac

Paix, radicalisation et extrémisme violent seront au menu

En visite à Lomé la semaine dernière, le ministre gabonais des Affaires étrangères, Noël Nelson Messone et son homologue togolais Robert Dussey ont annoncé la tenue d'un sommet entre la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Ceeac) dans les prochains jours à Lomé.

Le sommet conjoint de la Cedeao et de la Ceeac, au-delà du renforcement de la coopération entre les deux sous-régions, projette de mettre au centre des discussions, la paix, la radicalisation, la sécurité, notamment la sécurité maritime et l'extrémisme violent. Le Togo a déjà démontré son leadership en la matière en organisant l'année dernière le sommet sur la sécurité maritime qui a mobilisé toute la communauté internationale.

En matière de sécurité, le Togo a toujours montré le bon exemple. Malgré les menaces tant intérieures qu'extérieures ainsi que

les différentes crises socio-politiques, le pays a toujours réussi à maintenir un climat de paix et un environnement économique stable. L'armée togolaise qui a su garder son caractère républicain et le peuple togolais dans son ensemble qui a toujours rejeté l'extrémisme sous toutes ses formes, constituent les atouts pour la sécurité que le pays a toujours connue.

Depuis quelques années se développent dans la sous-région ouest africaine, le sahel, la corne de l'Afrique, une radicalisation qui entraîne un extrémisme violent préjudiciable pour le développement

du continent. «La paix et la sécurité sont les préalables du développement économique et social du monde en développement. Une première rencontre a déjà eu lieu au Cameroun et ce sommet, permettra de prendre de nouveaux engagements » a déclaré le ministre Messone. Le sommet Cedeao/Ceeac s'inscrit dans les préoccupations des Nations Unies qui soutiennent le projet. Le sommet pourrait rassembler une vingtaine de chefs d'Etat dans la capitale togolaise. Les détails pratiques de la rencontre devraient être communiqués dans les jours à venir.

La Rédaction

La statistique au service du développement

Un séminaire sous régional réunit 23 pays à Lomé

Les statistiques restent un maillon clé dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement économique et social d'un pays. Si dans nos Etats en voie de développement, les statistiques sont peu mises au service des politiques publiques, des actions sont menées en vue de la visibilité de la matière en Afrique francophone notamment. Sous l'égide de l'Institut national de la Statistique et des Etudes économiques et Démographiques (Inseed), un séminaire sous régional de renforcement des capacités en matière d'élaboration et de suivi et évaluation de la mise en œuvre des Stratégies nationales de développement de la statistique (SNDS) a été ouvert hier lundi à Lomé.

Le séminaire de formation enregistre la participation de 23 représentations des instituts nationaux des Statistiques des pays membres de l'Observatoire économique et Statistique d'Afrique subsaharienne (Afristat), et de la Banque africaine de développement (Bad), partenaire de l'institution. Pendant les trois jours que devront durer ce séminaire, les participants seront outillés sur les méthodes de prise en charge du développement de la statistique, outil indispensable pour l'appréciation des conditions de vie des populations, le suivi des politiques de développement et la qualité de l'environnement.

Se réjouissant du rôle de facilitation joué par l'Inseed, Cosme Vodounou, le Directeur

général d'Afristat a rappelé le rôle primordial des statistiques. « Comme vous le savez, les statistiques constituent un élément essentiel pour la prise de décisions fondées sur les faits, au regard d'outil de mesure de progrès, de suivi-évaluation des projets, programmes et politiques, quelles que soient les caractéristiques culturelles et historiques des pays, indépendamment de leur niveau de développement » a-t-il laissé entendre.

Avancées et difficultés Pour les responsables de l'Afristat, l'engagement des partenaires techniques et financiers à l'instar de la Bad et Paris 21, traduit la vision de l'amélioration de la programmation et une production des statistiques de qualité dans ses Etats membres.

Et de poursuivre, l'institution sous-régionale note que, si des avancées notables ont été enregistrées dans la production des données et les indicateurs de suivi de la conjoncture économique, plusieurs handicaps demeurent. Ces problèmes, selon le directeur de l'observatoire, réduisent les effets de la visibilité de la mesure des performances des politiques et stratégies de développement national. Au rang de ceux-ci, l'on cite entre autres, l'insuffisance de ressources financières et humaines pour la mise en œuvre des programmes statistiques et de la culture de résultats au sein des institutions nationales des statistiques. Dans l'objectif d'y remédier, le séminaire consacre à la thématique relative au financement, une importance particulière



Des participants au séminaire

en vue d'assurer la mise en œuvre effective des Stratégies nationales de développement des statistiques.

Les statistiques dans notre pays Avec la mise en œuvre, depuis 2012 de la Stratégie de croissance accélérée et de Promotion de l'Emploi (Scape), l'Etat togolais définissait la feuille de route de ses taux de croissance économiques annuels. Dans son allocution, Edjehou Essohanam, le directeur de cabinet du ministère

de la Planification et Développement a fait un état des lieux des stratégies du Togo en matière des statistiques. « Concernant notre pays, le Plan national de développement (PND) 2018-2022, vient en remplacement de la Scape. Avec la mise en œuvre de ce plan, d'immenses besoins de suivi et d'évaluation des résultats sont davantage attendus conformément aux exigences d'une gestion axée sur les résultats », a-t-il déclaré.

Awih Essoyodou

Marché financier de l'UMOA

Le Togo réussit avec brio son appel de fonds

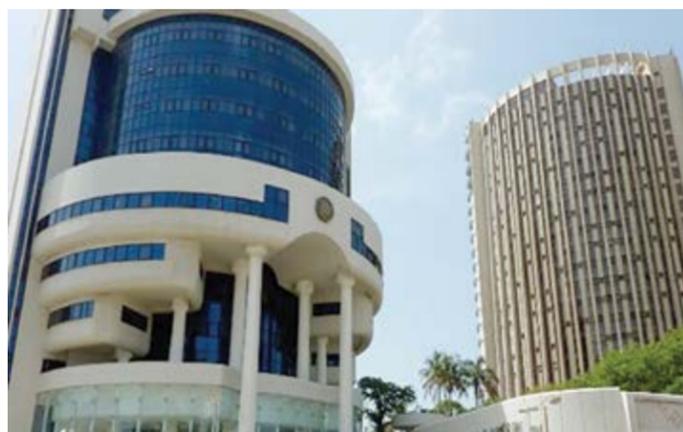
Un mois après les différentes sorties du Trésor public togolais sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa), l'Etat togolais a marqué, en fin de semaine dernière, son retour pour une émission de titres comptant pour ce trimestre. Selon le rapport de l'Umoa-Titres le gouvernement togolais a bouclé son premier appel de fonds du second trimestre de cette année avec un taux de couverture de plus de 100%.

La première opération en ce mois d'avril, sur le marché régional de la dette fut un succès pour le gouvernement togolais. Alors qu'il prévoyait une mobilisation financière dont la valeur est estimée à 15 milliards de francs CFA, le Trésor public togolais solde la première opération entrant dans le compte du deuxième trimestre 2018 par un résultat dont le taux de couverture se fixe à 114%. Les investisseurs des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) ont souscrit aux bons du trésor public togolais à hauteur de 15 milliards

715 millions de francs CFA, alors que l'institution financière de l'union (Umoa-titres) n'avait émis que des encaisses d'une valeur totale estimée à 15 milliards. Le pari est ainsi réussi pour l'Etat togolais qui enregistre un net rebond à la suite d'un bilan mitigé des opérations du premier trimestre de cette année.

Si les détails sur la nature de ces émissions n'ont pas été communiqués, il convient de souligner que, depuis janvier dernier, après que le Trésor public ait publié son programme d'émission obligataire, la valeur nominale de ces titres était de 10 mille

francs CFA avec un taux d'intérêt de 6,5%, l'an. Ces titres étaient subdivisés en Bons assimilables au Trésor (BAT) et en obligations assimilables au Trésor (OAT). Pour le compte du trimestre dernier, l'Etat togolais a élaboré un programme de mobilisation de fonds sur le marché de l'Union monétaire ouest africain (Umoa). Dans son programme, le gouvernement ambitionnait d'engranger 90 milliards de francs CFA. Le bilan a cependant été moins satisfaisant. La nouvelle confiance qu'accordent les investisseurs étrangers



Siège de l'UMOA-Titres

à l'Etat est le résultat de la volonté de celui-ci de mettre fin à la crise politique qui n'aura que trop duré. A l'annonce de l'ouverture de la facilitation en février dernier, l'émission du

Trésor dans le même temps s'était soldée par un succès de plus de 100% traduisant ainsi, l'impact des tensions politiques sur la décision des créanciers de l'Etat.

A.E.



Elom & Kekeli
 CREATEURS DE BONHEUR



présentent

Elite

SALON INTERNATIONAL
 ETUDES & FORMATIONS
 A L'UNIVERSITE DE LOME

DU 25 AU 29 AVRIL 2018

INFOLINE: 90.90.20.20 - 98.90.20.20



Université
 de Lomé



Elom & Kekeli
 CREATEURS DE BONHEUR



COÛT DES PRESTATIONS LIEES A L'IMMATRICULATION DES VEHICULES DE QUATRE (04) ROUES ET PLUS

Catégorie de véhicules	Genre de véhicules	Nombre de places	Coût												
			Immatri- culation	fabrique et pause de plaque	Visite techni- que et vignette	d'assurance									
						Essence					Diesel				
						3 à 6 cve	7 à 10 cve	11 à 14 cve	15 à 23 cve	24 et plus	1 à 4 cvd	5 à 7 cvd	8 à 10 cvd	11 à 16 cvd	17 et plus
Véhicules neufs	VL (Pgers, taxi et Mdses)	deux (02) à quinze (15) places	15 500	14 600	2 200	46 290	52 540	68 425	92 000	111 980	111 980	52 540	68 425	92 000	111 980
	VL (privées ou administr atives)			14 600	4 700	30 820	35 017	45 597	61 295	74 635	30 820	35 017	45 597	61 295	74 635
	PL, tracteurs remorque s et S/R			14 600	5 200	46 290	52 540	68 425	92 000	111 980	111 980	52 540	68 425	92 000	111 980
	VL étatiques			15 600	4 700	30 820	35 017	45 597	61 295	74 635	30 820	35 017	45 597	61 295	74 635
	VS			20 600	4 700	65 738	73 782	104 034	146 875	171 864	65 738	73 782	104 034	146 875	171 804
Véhicules d'occasion ≤ 15 Cv	VL (Pgers, taxi et Mdses)	deux (02) à quinze (15) places	25 500	14 600	2 200	46 290	52 540	68 425	92 000	111 980	46 290	52 540	68 425	92 000	111 980
	VL (privées ou administr atives)			14 600	4 700	30 820	35 017	45 597	61 295	74 635	30 820	35 017	45 597	61 295	74 635
	PL, tracteurs remorque s et S/R			14 600	5 200	46 290	52 540	68 425	92 000	111 980	111 980	52 540	68 425	92 000	111 980
	VL étatiques			15 600	4 700	30 820	35 017	45 597	61 295	74 635	30 820	35 017	45 597	61 295	74 635
	VS			20 600	4 700	55 738	63 782	94 034	136 875	161 804	55 738	63 782	93 734	136 875	161 804
Véhicules d'occasion > 15 Cv	VL (Pgers, taxi et Mdses)	deux (02) à quinze (15) places	35 500	14 600	2 200	46 290	52 540	68 425	92 000	111 980	46 290	52 540	68 425	92 000	111 980
	VL (privées ou administr atives)			14 600	4 700	30 820	35 017	45 597	61 295	74 635	30 820	35 017	45 597	61 295	74 635
	PL, Tracteurs remorque s et S/R			14 600	5 200	46 290	52 540	68 425	92 000	111 980	111 980	52 540	68 425	92 000	111 980
	VL étatiques			15 600	4 700	30 820	35 017	45 597	61 295	74 635	30 820	35 017	45 597	61 295	74 635
	VS			20 600	4 700	45 738	84 034	53 782	126 875	151 804	46 738	54 782	85 034	127 875	152 804

LEGENDES

VL : véhicules légers

VS : véhicules spéciaux

PL : poids lourds

Pharmacies de garde de Lomé du 23 au 30 /04/ 2018

BOULEVARD	Doulassamé	22 21 65 49
CENTRE	Face SGGG	22 21 83 30
KPEHENOU	Bd H. BOIGNY	22 21 32 24
CHATEAU D'EAU BE		22 21 57 51
CRISTAL	Bd Houphet Boigny	22 20 90 91
ESPERANCE	Nyékouakpoé	22 21 01 28
Ste MARIE	Tokoin-RAMCO	22 21 85 58
LUMEN	Cassablanca	23 38 68 36
ROBERTSON	Nyékouakpoé	23 20 61 11
N.D. DE LA TRINITE	Bd de la paix	22 21 27 80
GBEZE	Bd Jean Paul II	22 26 32 61
UNIVERS - SANTE	Entrée CAMPUS	22 52 41 39
AEROPORT	Rte Aeroport	22 26 21 22
RAOUDHA	TOGO 2000	22 61 39 39
MISERICORDE	BE-KPOTA	23 38 47 62
LE PROGRES	Zorro-bar	22 35 86 55
ADIDOGOME	Adidogomé	22 50 54 85
SILOE	Atigangomé	22 33 82 87
MAGNIFICAT	Aflao Sagbado	22 56 43 20
ACTUELLE	Ségbé	22 51 11 72
BETANIA	Glenkomé	22 43 89 40
MILLENAIRE	Agoenyivé	22 51 64 31
MATHILDA	Lomégan	22 51 15 34
EL SHADAÏ	Klikamé	22 51 44 25
DIEUDONNE	Agoe-Téléssou	23 38 07 44
EL-SHAMMAH	Amadahomé	22 46 93 50
ADONAÏ	AgoèNyivé	22 50 04 05
CHARITE	Agoè-Nyivé	22 25 12 60
SHALOM	Agoè-Cacaveli	22 51 87 60
EMMAÛS	Missi Tové	22 40 25 04
ABRAHAM	Kossigan	22 50 10 00
BAGUIDA	Baguida	22 35 47 77
LA FLAMME D'AMOUR	Agodeke	22 45 70 14

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékouakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékouakpoé, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
 GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
 AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurfrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

LIBERTE ET RESPONSABILITE

LA LIBERTE

De façon générale, on la définit par la négative : absence de toutes formes de contrainte (intérieurs comme extérieurs)
 • Sous l'angle populaire, on entend par liberté le fait d'agir à sa guise ; selon sa volonté et sans entrave.
 • Sous l'angle politique, la liberté consiste en l'obéissance des lois «L'acte libre est un acte gratuit » sans cause, sans motif, sans intérêt... André GIDE
 . André GIDE dans Les caves de Vatican L'histoire du jeune LAFCADIO et du vieux Amédée FLEURISOIRE

RESPONSABILITE

La responsabilité recoure à l'être humain
 Être responsable, c'est pouvoir répondre à des actes que l'on pose ou des actes posés par une tierce personne ou une bête dont on est le tuteur, l'éleveur ou le parent
 « Être responsable c'est pouvoir répondre de son acte et l'on est apte à répondre dans la mesure où on est en même de savoir ce qu'on fait et pourquoi on le fait » Jean LAPORTE

« être libre, c'est agir tout en écoutant la voix de la raison » SPINOZA
 Être libre et responsable, c'est respecter le devoir morale ou la loi morale présenté sous la forme d'impératif catégorique par la raison elle même et de l'autonomie selon Emmanuel KANT

Blague: Les conditions d'entrer au paradis

Ce sont trois blondes qui arrivent au paradis. Dieu, en personne, leur explique comment va se passer leur admission :
 - Je vais vous raconter des blagues, celles qui rigolent les premières iront en enfer et la dernière ira au paradis.
 Dieu commence alors à raconter les blagues les plus drôles de son répertoire et rien ne se passe pendant un long moment. Au bout de la trentième blague, la première blonde rigole. Elle est aussitôt envoyée en enfer et Dieu reprend sa série de blagues. Au bout de la centième, la deuxième se met à rigoler. Et la dernière réussit toujours à ne pas rire.
 Dieu lui demande : Quel est ton nom ?
 Et là, d'un coup, la blonde explose de rire.
 Dieu demande : Pourquoi tu rigoles maintenant ?
 La blonde : Je viens de comprendre la première blague !

Traduction

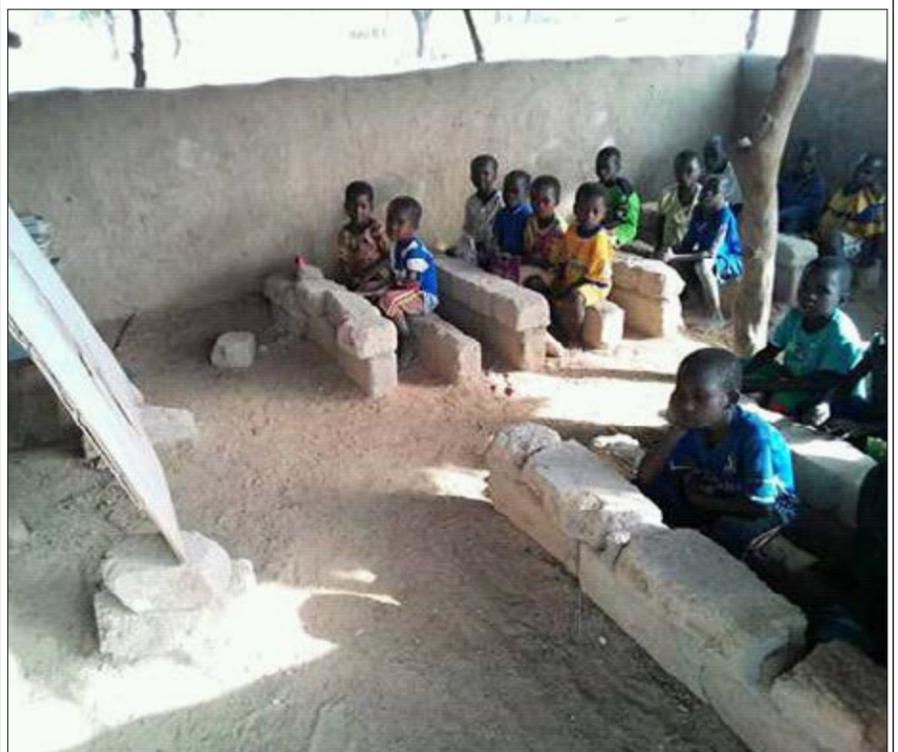
Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
 Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
 Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
 E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Question du jour

Pourquoi Platon appelait Diogène le cynique qui selon la légende vivait dans un tonneau "un Socrate en délire"?

Photo du jour



Donnez une légende à cette photo

Fesnad 2018 / Phase Lomé-Commune

Les groupes folkloriques Kinka et Novikpokpo retenus

La phase de présélection du Festival national des Danses traditionnelles (Fesnad) est close, le 11 avril dernier à Lomé, avec la participation de quatre groupes folklorique de Lomé-Commune. A l'issue de ces challenges, ce sont les groupes Kinka et Novikpokpo des cantons de Djidjolé et de Baguida qui ont obtenu leur ticket pour la finale. Ils participeront à l'apothéose qui se tiendra, le 25 avril prochain au Palais des Congrès de Lomé.

Organisé par le ministère en charge de la Culture, en collaboration avec la Fondation Asaal, le Fesnad vise à promouvoir les danses et chants traditionnels du terroir. Après les régions des Savanes, de la Kara, Centrale, des plateaux et Maritime, les groupes folkloriques de Lomé-Commune se sont rivalisés

pour la présélection à la finale du Fesnad, qui est à sa 3ème édition.

Ils étaient quatre groupes à concurrencer, notamment Dégali, Kinka, Lom Nava, et Novikpokpo, venus respectivement des cantons d'Amoutiévé, de Djidjolé, de Zanguéra et de Baguida.

Les critères de notation

portaient sur l'entrée en scène, la tenue traditionnelle, les pas de danse, l'exécution des chants et le rythme des instruments traditionnels. Le jury, présidé par Mme Yawa Alémawo, a déclaré les groupes Kinka de Djidjolé et Novikpokpo de Baguida vainqueurs.

D'après le directeur de la Promotion des Arts et de la Culture, M. Madohana



Groupe Kinka en prestation

Arouna, l'objectif du FESNAD est de faire découvrir aux Togolais, les richesses culturelles du pays.

Nadia Edodji (stagiaire)

Liberté de la presse

L'Égyptien Mahmoud Abu Zeid remporte le Prix Guillermo Cano 2018

Le photjournaliste égyptien Mahmoud Abu Zeid emprisonné depuis 2013 a remporté le 23 avril dernier, le Prix Guillermo Cano pour la liberté de la presse 2018 décerné par l'Unesco.

Institué en 1997 par l'Unesco, le Prix Guillermo Cano a pour mission de rendre hommage à tous ces hommes de médias qui font preuve de courage et de professionnalisme pour franchir de multiples obstacles à la liberté de la presse. Pour cette édition, le mérite revient à l'égyptien Mahmoud Abu Zeid.

« En décernant le Prix Guillermo Cano à Mahmoud Abu Zeid, l'UNESCO rend hommage à son courage,

à sa résistance et à son attachement à la liberté d'expression », a déclaré ce lundi, la présidente du jury de l'UNESCO, Maria Ressa.

Cette distinction est aussi un hommage rendu chaque année à Guillermo Cano, ce célèbre journaliste colombien assassiné en 1986 par des sbires du tristement célèbre baron de la drogue, Pablo Escobar.

Le lauréat, Mahmoud Abu Zeid également connu sous

le nom de « Shawkan » a été arrêté le 14 août 2013 alors qu'il photographiait les forces de sécurité dispersant un sit-in anti-gouvernemental, au cours duquel des centaines de manifestants et plusieurs membres des forces de sécurité ont été tués.

Aujourd'hui, plusieurs chefs d'accusation pèsent sur le journaliste. Le cas de l'appartenance aux Frères musulmans ; confrérie interdite par Le Caire, la possession d'armes



Mahmoud Abu Zeid

à feu et le meurtre. Des motifs qui pourraient lui valoir une peine de mort en cas de culpabilité. Le

photojournaliste, Shawkan a eu 30 ans, le 10 octobre 2017 derrière les barreaux.

N. E.

Lire

« Le Premier Jour » de Marc Levy. Ed Robert Laffont. 2009 Pp 54-55

« ...J'avais consacré ces dix dernières années à chercher dans de lointaines galaxies une planète semblable à la nôtre, et il n'y avait pas grand monde pour soutenir mes travaux à l'Académie. Cerevirement, bien qu'opportuniste, m'amusait quand même. Supposons que je remporte cette dotation ... À peine avais-je dit cela que Walter joignit ses mains comme s'il s'apprêtait à réciter une prière. Rassurez-moi, Walter, vous êtes bourré? Complètement

Adrian, mais poursuivez, je vous en supplie. Etes-vous encore assez lucide pour répondre à quelques questions simples ?

Certainement, si vous ne tardez pas trop à me les poser. Supposons que j'aie une chance infime de remporter ce prix et qu'en parfait gentleman je le reverse aussitôt à l'Académie. Quelle partie de cette somme notre conseil serait-il prêt à allouer à mes recherches? Walter toussota. Est-ce qu'un quart vous semblerait une offre raisonnable ? Bien entendu, nous mettrions un nouveau bureau à votre disposition, une assistante à temps plein,

et si vous le souhaitez quelques collègues pourraient être dégagés de leurs occupations et rattachés à vos travaux. Surtout pas ! Alors, aucun collègue ... et pour l'assistante ? Je resservis le verre de Walter. La pluie redoublait, il n'aurait pas été humain de le laisser repartir par ce temps et surtout dans l'état dans lequel il était. Foutu pour foutu, je vais aller vous chercher une couverture et vous dormirez sur le canapé. Je ne veux pas m'imposer ... C'est déjà fait. Et pour la Fondation ? Quand doit avoir lieu cette cérémonie? Dans deux mois. Et le délai limite des dépôts de candidatures? Trois semaines. Pour

l'assistante, j'y réfléchirai, mais commencez par faire rouvrir la porte de mon bureau. À la première heure, et je tiens le mien à votre entière disposition. Vous êtes en train de m'embarquer dans une drôle d'histoire, Walter. Ne croyez pas cela. La Fondation Walsh a toujours primé les projets les plus originaux, les membres de son comité apprécient tout ce qui est, comment dire, très à l'avant-garde. Sortant de la bouche de Walter, je doutais que cette dernière réflexion fût aussi bienveillante qu'elle pouvait le paraître. Mais l'homme était acculé et le temps n'était pas aux reproches. Il me fallait prendre une décision

au plus vite. Bien sûr, la probabilité de gagner ce prix me semblait infinitésimale, mais j'étais prêt à faire n'importe quoi pour retourner à Atacama, alors qu'avais-je à perdre? C'est d'accord Walter. Je prends le risque de me ridiculiser en public, mais à une seule condition : si nous gagnons, vous me promettez de me mettre dans un avion pour Santiago dans les trente jours qui suivent. Je vous accompagnerai personnellement à l'aéroport, Adrian, je vous en fais la promesse. Alors, dans ce cas, marché conclu ! Walter bondit du canapé, vacilla et se rassit aussitôt. Assez trinqué pour ce soir... »

Journée mondiale de la Terre

L'édition 2018 consacrée à la lutte contre la pollution plastique

La communauté internationale a célébré dimanche 22 avril dernier, la journée mondiale de la Terre nourricière. « La lutte contre la pollution plastique », c'est le thème qui a été retenu pour l'édition 2018 de cette célébration.

Le plastique, substance chimique souvent utilisée dans plusieurs domaines, constitue, avec ses déchets, une menace sérieuse pour la Terre nourricière qui ne cesse de fournir généreusement ses ressources naturelles aux Hommes.

Devenue au fil du temps une industrie à part entière, la plasturgie a connu un essor sans précédent avec la création de richesses et d'emplois, ainsi qu'avec sa contribution au développement d'autres secteurs comme l'automobile, l'aéronautique,

l'électronique etc.

La production des sacs en plastique et d'autres matières plastiques (bouteilles, gobelets, assiettes) ont enregistré une croissance exponentielle durant ces dernières années, eu égard à la forte demande émanant d'un changement des consommateurs qui adoptent peu à peu le « jetable ». Conséquence, l'industrie plastique a engendré un fléau majeur pour la planète bleue : la pollution plastique. Ce type de pollution qui touche les différents écosystèmes

de la Terre (forêts, océans, rivières, lacs, zones humides, montagnes), menace dangereusement la santé de l'être humain en provoquant de nouvelles maladies graves, parfois dégénératives ou même mortelles.

Une fois jeté dans la nature, un simple sac en plastique peut prendre des centaines d'années et plus pour se désagréger, ce qui porte atteinte aux différentes créatures vivantes, en particulier les animaux et les espèces maritimes, mettant en péril leurs écosystèmes.



La célébration donc de la journée mondiale de la Terre nourricière le 22 avril dernier avec un accent sur la pollution plastique, est une occasion d'attirer l'attention de tous, sur les dangers qui guettent l'humanité.

E.D

Océans

Les plastiques en concurrence avec les poissons

L'usage généralisé des plastiques se répercute gravement sur l'ensemble de la biodiversité dont les océans. Selon les spécialistes, les plastiques ont envahi les océans et commencent par menacer dangereusement la vie des êtres aquatiques.



Selon des prévisions, les océans abriteront plus de débris plastiques que de poissons en 2050. Le système actuel de production, utilisation et abandon des plastiques a des effets négatifs importants. Les plus grandes décharges de déchets au monde sont loin de nos yeux, à des milliers de kilomètres.

Des chercheurs estiment que chaque minute, 80 à 120 tonnes de déchets finissent en mer. Une grande partie de ces déchets sont des matières plastiques. Alors que les débris les plus denses s'accumulent sur les fonds marins, ceux qui flottent sont entraînés par les courants, convergent et s'accumulent dans de grands courants

circulaires.

La pollution des océans par les plastiques provient en grande partie des déchets ménagers, qui sont mal collectés, mal recyclés ou abandonnés dans la nature ou sur les bords des routes. Ces déchets vont être portés par les vents, poussés par les pluies pour emprunter le chemin des égouts, des rivières et des fleuves, puis finir dans les océans. La négligence est la principale cause de cette pollution, à laquelle il faut ajouter les catastrophes naturelles comme les crues.

Le premier effet de cette pollution, est l'emprisonnement des animaux dans les filets dérivants ou les gros débris. C'est une cause de mortalité importante

de mammifères marins, de tortues et d'oiseaux. Les plastiques finissent également souvent dans les estomacs des poissons et autres êtres marins. Après ingestion, le plastique s'accumule dans le système digestif des animaux, qui alors se nourrissent moins et finissent par mourir. Ces débris de plastiques représentent aussi une pollution chimique préjudiciable pour les consommateurs humains de poisson.

Les impacts sociaux et économiques sont aussi certains et considérables. Un engagement des pouvoirs publics et une prise de conscience de chacun sont indispensables.

Edem Dadzie

Une multitude d'actions en faveur de l'environnement

La journée mondiale de l'environnement comme les années antérieures n'est pas passée inaperçue au Togo. Les autorités publiques et organisations de la société civile ont mobilisé les populations autour de divers activités.

Dans le cadre de son programme « Citoyen Responsable, la clé de développement », consistant à une campagne de sensibilisation visant à inciter des élèves du primaire et du secondaire à adopter des comportements responsables, Eco Conscience TV en collaboration avec son partenaire officiel, la Direction de la Formation Civique du ministère de la Communication, a mené une campagne de sensibilisation les 20 et 21 avril 2018 au lycée Agoè Nord. Deux grandes activités ont meublé ce programme. Il s'agit d'une séance de sensibilisation des élèves, suivie de la mise en terre des nouveaux plants dans l'établissement et un spécial « Togo propre », marquant le 58^e anniversaire de l'indépendance du Togo.

Toujours dans le cadre de la journée de la Terre, une activité de ramassage des déchets plastiques a été organisée par l'association écojogging en collaboration avec l'ONG Science et technologies africaines pour un développement durable (Stadd). Etaient présents à cette activité, les autorités aux rangs desquelles l'ambassadeur des Etats-Unis au Togo, David Gilmour, une délégation du ministère de l'Environnement et des Ressources forestières, les faitières d'ONG dont l'Union des ONG du Togo (UONGTO) et le Réseau des jeunes leaders francophones (RIJLF). 200 écojoggers ont ramassé 265 kg de déchets plastiques.

En dehors de ces activités, les Togolais dans leur ensemble se sont mobilisés du nord au sud, de l'Est à l'ouest pour répondre à l'appel du gouvernement pour une opération « Togo propre » spéciale en prélude à la fête de l'indépendance.

Edem Dadzie

Braquage à Dapaong 3 commerçants tués par balle

Alors qu'ils revenaient du marché d'Obiangou au Burkina-Faso, des commerçants ont été braqués par une bande de brigands dimanche dernier à Dapaong.

Ils rentraient d'un voyage quand ces commerçants ont été attaqués par des individus armés. Selon le site www.icilome.com, trois commerçants n'ont pas survécu à cette attaque. Ils ont perdu la vie après avoir reçu des balles.

Ce phénomène de braquage à mains armées a tendance à prendre

de l'ampleur dans notre pays. Cet acte survient après tant d'autres qu'a connus le pays. En février dernier, un braquage a eu lieu dans les environs de l'aéroport international de Lomé. C'était des commerçants qui étaient la cible.

Un autre avait eu lieu fin 2017 au grand marché de Lomé, avec des victimes à la clé. Encore plus loin,

le mardi 26 mai 2015 aux environs de 13h, des braqueurs ont fait irruption dans les locaux d'une micro finance de Tidonte dans le canton de Korbongou (Tône), localité située à une vingtaine de kilomètre de Dapaong. Cette attaque avait provoqué plusieurs pertes en vies humaines et matérielles.

Justin A. Des braqueurs



Des braqueurs

Volailles

Réapparition de la grippe aviaire au Togo

Des cas de grippe aviaire ont été signalés dans certaines localités au Togo. L'information a été confirmée par un communiqué conjoint du ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, le Colonel Ouro-koura Agadazi et son collègue de la Santé et de la Protection sociale, professeur Moustafa Mijiyawa, le 20 avril 2018.

Selon le communiqué, les services techniques du ministère en charge de l'agriculture ont été saisis par un aviculteur inquiet de la mortalité croissante de volailles dans sa ferme sise dans la préfecture des Lacs (30 km à l'est de Lomé), le 12 avril dernier. Deux semaines après le constat, le fermier a perdu 3.629 volailles, soit 72,58% de son effectif. Après les investigations

des services techniques, « les résultats d'analyses des échantillons prélevés sur ces volailles faites au laboratoire central vétérinaire de Lomé, le 14 avril 2018 se sont révélés positifs au virus H5N1, confirmant ainsi la présence de la grippe aviaire ».

Ainsi pour prévenir la propagation de l'épidémie dans tout le pays, le ministère de l'Agriculture a interdit

tous les mouvements des volailles pour une période de 30 jours dans la préfecture des Lacs.

Etant donné que la grippe aviaire est aussi mortelle pour les humains, le ministère appelle la population à la vigilance, au respect des mesures de biosécurité et à l'observation des règles élémentaires d'hygiène.

Nana Garba (stagiaire) Un poulailler



Un poulailler

Errements syndicaux

Mésentente entre la Cset et une partie de sa base

Quelques heures après la signature du protocole d'accord entre le gouvernement et les syndicats du secteur de l'éducation, les membres de la Coordination des syndicats de l'éducation du Togo (Cset) étaient en assemblée générale pour le compte rendu. Mais des voix dissonantes commencent à se faire entendre.



Des enseignants en Assemblée générale

La signature de cet accord qualifié d'historique par certains a apporté une lueur d'espoir dans le système éducatif et au sein de la population

tout entière. Les élèves pourront reprendre les chemins des classes, boucler les programmes et aller aux examens. Malheureusement, suite à l'assemblée générale de

la Cset ce week end, des menaces sérieuses sont toujours à craindre en ce qui concerne le retour de la sérénité tant souhaité dans le secteur.

Des enseignants

estiment que les responsables syndicaux ne sont pas revenus demander leurs avis avant de signer l'accord. Face à cette situation inquiétante, le secrétaire général de la Cset, Atchou Atcha estime qu'à chaque étape, des mesures ont été prise pour informer la base des évolutions. De plus « nous ne sommes pas allés en grève pour tout foutre en l'air. A un moment, il convient d'analyser objectivement la situation et accepter les acquis pour sauver l'année », a-t-il laissé entendre.

Le premier responsable de la Cset estime qu'il y a

eu une grande avancée. Maintenant, il faut veiller à la mise en œuvre de l'accord. Il considère que c'est une minorité qui veut jouer à ces jeux de sabotage et qu'un travail de communication sera fait pour que tous les syndiqués puissent comprendre les raisons de la signature de cet accord. Pour autant ce phénomène où des syndiqués refusent d'accepter les décisions de leurs mandants, n'est pas nouveau dans notre pays. Cela repose le problème de la formation de la base sur ses droits et devoirs.

Edem Dadzie

Centre d'Affaires

Un espace entièrement dédié à l'entreprise



Tél. : (+228) 22 53 62 02
www.boatogo.com



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK

